

Revue de presse 2009

LE LOBBYING EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Communications et recommandations de TI France

Premières mesures d'encadrement du lobbying au Sénat : les réactions de Transparence-International France (Communiqué de TI France, 09/10/09)

Encadrement du lobbying au Parlement : TI France appelle à une réforme ambitieuse, à la hauteur de l'enjeu démocratique (Communiqué de TI France, 01/07/09)

Encadrement du lobbying : pourquoi tant de timidité politique ? (Mediapart, 02/07/09)

Daniel LEBEGUE : « Les règles que nous proposons concernent tant les lobbyistes que les décideurs publics » (La Lettre du Secteur public N°57 du 27 février au 06 mars 2009)

Transparency International appelle le Parlement à plus de rigueur envers les lobbys (L'express.fr 05/02/2009)

Le lobbying en France

Effet d'aubaine pour l'AFCL (La Lettre A n°1438, 08/01/10)

2010 : L'an I du lobbying en France ? par Guillaume Courty (Le Monde.fr, 08/01/10)

Des lois rédigées par des cabinets privés (7/10 de France Inter, 10/12/09)

Les lobbyistes d'Acadomia: « Satisfait ou remboursé » ! (Médiapart, 09/12/09)

Le Paris des Lobbys (Novethic, 01/12/09)

Les lobbyistes à l'assaut de l'Élysée (Paris Match, 28/07/09)

Des parlementaires sous pression (L'Alsace, 06/07/09)

Lobbying : que les députés rendent leurs cadeaux ! (Rue89, 28/05/2009)

Les cabinets de lobbying espèrent tirer profit des nouveaux droits du Parlement (Le Monde, 20/05/09)

Dispositif mis en place à l'Assemblée nationale

Bernard Accoyer défend le recours au privé à l'Assemblée (Nouvelobs.com, 10/12/09)

Transparence - Entretien avec Capucine Fandre, Présidente de l'Association Française des Conseils en Lobbying (La revue parlementaire n°922, Décembre 2009)

EDF, Groupama, CFDT...: l'Assemblée publie une liste de ses lobbyistes « maison » (Médiapart, 25/11/09)

Dans la bulle des lobbies à l'Assemblée (Bakchich.info, 16/11/09)

Encadrement du lobbying : La France accouche d'une souris (Euractiv.fr, 09/07/09)

Lobbying auprès des parlementaires : FNE et la LIGUE ROC appellent à davantage d'ambition démocratique (Communiqué FNE, Ligue ROC, 03/07/09)

Comment TF1 courtise les élus (Le nouvel observateur n°2312, 26/02/09)

La patrie du conflit d'intérêts (Le Point N°1900, 12/02/2009)

Dispositif mis en place au Sénat

Badinter dirigera le comité de déontologie du Sénat (NouvelObs.com, 28/01/10)

Le Sénat (La Lettre A, 22/01/10)

Les lobbies badgés au Sénat : avancée ou gadget ? (L'expansion.com, 08/10/2009)

Larcher fait un geste vers la gauche (Le Figaro, 08/04/09)

Union Européenne

L'éventualité d'un registre obligatoire est totalement écartée (Europolitique, 28/10/09)

Le registre des lobbyistes boycotté, selon M. Kallas (Euractiv.com, 10/09/09)

Chimie : La Commission suspend le CEFIC du registre des lobbies (Europolitique, 23/07/09)

Un pas en avant, deux pas en arrière ? Le nouveau registre de lobbying dans l'UE de la Commission est médiocre et déséquilibré (Communiqué d'Alter-EU, 23/06/09)

Les lobbyistes sèment la panique à la Commission européenne (Le Figaro, 14/02/09)

Le vrai prix de l'influence (La Tribune, 22/01/09)

Etats-Unis

La cour suprême américaine ouvre un boulevard aux lobbies (L'Expansion, 26/01/2010)

Argent virtuel, lobbying bien réel (Le Monde.fr, 11/12/09)

Les lobbies polluants de Washington (Le journal du dimanche, 06/12/2009)

Lobbying énergétique : une véritable histoire de sous ! (bulletins-electroniques.com/MAEE, 20/11/09)

Etats-Unis : Des élus du Congrès en panne d'éthique (Le Figaro, 30/10/2009)

USA : le poids des lobbys dans la réforme de la santé (Le Figaro, 10/09/09)

Obama fixe à son administration des règles strictes de transparence (Les Echos, 23/01/09)

Royaume-Uni

Royaume-Uni : Deux membres de la Chambre des Lords suspendus pour trafic d'influence (AFP, 20/05/09)

Un scandale bouscule les lords (Libération, 29/01/09)

Communications et recommandations de TI France

Premières mesures d'encadrement du lobbying au Sénat : les réactions de Transparence-International France (Communiqué de TI France, 09/10/09)

Gérard Larcher, Président du Sénat, a présenté le 7 octobre les premières mesures retenues pour encadrer l'activité des groupes d'intérêt qui devraient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2010. TI France, après avoir pris une part active à ces réflexions, en répondant aux auditions de l'Assemblée nationale et du Sénat, salue des avancées encourageantes tout en soulignant les progrès qu'il reste à faire en la matière.

http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/ti_france_encadrement_du_lobbying_au_senat_081009.pdf

Encadrement du lobbying au Parlement : TI France appelle à une réforme ambitieuse, à la hauteur de l'enjeu démocratique (Communiqué de TI France, 01/07/09)

Alors que l'Assemblée nationale s'apprête à dévoiler les nouvelles règles d'encadrement du lobbying, TI France exprime ses inquiétudes quant à la direction qui semble être prise. Redoutant une réglementation a minima, l'association appelle à aller beaucoup plus loin et prône une réforme globale visant l'ensemble des relations entre lobbyistes et acteurs du Parlement.

http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/cp_ti_france_encadrement_du_lobbying_010709.pdf

Encadrement du lobbying : pourquoi tant de timidité politique ? (Mediapart, 02/07/09)

Tribune d'Anne-Marie Ducroux, administratrice de Transparence Internationale France chargée du dossier Lobby, suite à la mise en place de règles d'encadrement du lobbying à l'Assemblée nationale.

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/020709/encadrement-du-lobbying-pourquoi-tant-de-timidi>

Daniel LEBEGUE : « Les règles que nous proposons concernent tant les lobbyistes que les décideurs publics » (La Lettre du Secteur public N°57 du 27 février au 06 mars 2009)

Suite à la publication le 4 février 2009 par TI France de ses premières recommandations en vue d'un encadrement des activités de lobbying en direction du Parlement, La Lettre du Secteur public a interviewé Daniel Lebègue, Président de TI France :

« Instauration de la transparence permettra de renforcer la légitimité des institutions publiques. En effet, les citoyens doivent pouvoir connaître les modalités des prises de position des parlementaires définies au nom de l'intérêt général. »

http://www.lalettredusecteurpublic.fr/page2.asp?ref_arbo=1338&ref_page=3510

Transparency International appelle le Parlement à plus de rigueur envers les lobbys (L'express.fr 05/02/2009)

Alors que l'Assemblée nationale doit modifier ses règles en matière de lobbying dans le courant de l'année, la section française de l'organisation anti-corruption Transparency International a adressé au Parlement une série de recommandations en vue de la réglementation du lobbying.

Les 7 recommandations de TI France concernent notamment la mise en place d'un document d'orientation, soumis à la contribution publique, devant aboutir à un texte final d'encadrement des pratiques, l'inscription obligatoire sur un registre public et accessible sur Internet" des organisations ou des personnes missionnées pour exercer des actions d'influence auprès du Parlement...

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/transparency-international-appelle-le-parlement-a-plus-de-rigueur-envers-les-lobbys_738771.html

[Retour au sommaire](#)

Le lobbying en France

Effet d'aubaine pour l'AFCL (La Lettre A n°1438, 08/01/10)

Anticipant un durcissement de la réglementation du lobbying, des cabinets ont demandé à intégrer l'AFCL, dont la charte de déontologie est synonyme de label des bonnes pratiques. L'association comptera neuf nouveaux membres en début d'année.

<http://www.lalettrea.fr/consultants-conseils/2010/01/08/effet-d-aubaine-pour-l-afcl%2C77787946-ARL-login>

2010 : L'an I du lobbying en France ? par Guillaume Courty (Le Monde.fr, 08/01/10)

Guillaume Courty, professeur de science politique à Sciences-Po Lille et auteur de l'ouvrage "Les Groupes d'intérêt" (La Découverte), analyse les dispositifs d'encadrement mis en place à l'Assemblée nationale et au Sénat et, plus globalement, livre ses réflexions sur le lobbying en France.

http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/01/08/2010-l-an-i-du-lobbying-en-france-par-guillaume-courty_1289028_3232.html

Des lois rédigées par des cabinets privés (7/10 de France Inter, 10/12/09)

Dans son édito politique, Thomas Legrand revient sur la polémique au Parlement liée au fait que le Président de la commission des lois, Jean-Luc Warsmann ait engagé un cabinet d'expert privé (Lexis Nexis) pour participer à la rédaction d'une loi adoptée en décembre par les députés.

<http://web2.radio-france.fr/franceinter/chro/edito/index.php?id=86305>

Les lobbyistes d'Acadomia: «Satisfait ou remboursé» ! (Médiapart, 09/12/09)

La société de soutien scolaire Acadomia s'est livrée à un lobbying réussi pour qu'un amendement « hostile » voté par l'Assemblée nationale soit rejeté en décembre par le Sénat. Cet amendement visait à supprimer le crédit d'impôt de 50% alloué aux familles faisant appel à des cours privés à domicile.

<http://www.mediapart.fr/journal/france/091209/les-lobbyistes-dacadomia-satisfait-ou-rembourse>

Le Paris des Lobbys (Novethic, 01/12/09)

Sous la forme d'un guide touristique, le LobbyPlanet Paris décrit les acteurs et le fonctionnement du lobbying en France. Selon l'Association internationale des techniciens, experts et chercheurs (Aitec) éditrice du guide, celui-ci vise « à poser le décor en espérant créer une dynamique et faire entrer la question de l'encadrement et de la transparence du lobbying dans le débat public. »

http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/politique_developpement_durable/strategie/le_paris_lobbys/122501.jsp

Les lobbyistes à l'assaut de l'Élysée (Paris Match, 28/07/09)

Les lobbyistes ont pris acte du fait que, aujourd'hui, « tout se décide à l'Élysée ». Leur objectif est de peser sur un débat public, un projet de loi, une fusion pour le compte de leurs clients, multinationale, organisation professionnelle ou association.

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Politique/Actu/Les-lobbyistes-a-l-assaut-de-l-Elysee-116224/>

Des parlementaires sous pression (L'Alsace, 06/07/09)

Très sollicités par les lobbies, les parlementaires disent avoir besoin de leur expertise. Ce besoin devrait se renforcer avec le nouveau règlement de l'Assemblée, qui prévoit notamment des études d'impact avant tout dépôt de texte.

<http://www.lalsace.fr/fr/france-monde/article/1764825,218/Des-parlementaires-sous-pression.html>

Lobbying : que les députés rendent leurs cadeaux ! (Rue89, 28/05/2009)

L'association Anticor a lancé en mai 2009 une action pour pointer du doigt les dérives du lobbying. Elle demande ainsi aux parlementaires de rendre leurs cadeaux.

<http://www.rue89.com/2009/05/28/lobbying-que-les-deputes-rendent-leurs-cadeaux>

Les cabinets de lobbying espèrent tirer profit des nouveaux droits du Parlement (Le Monde, 20/05/09)

Le lobbyiste Jean-Christophe Adler a élaboré un « mode d'emploi » à destination des entreprises proposant une analyse des « opportunités de lobbying » offertes par le nouveau règlement de l'Assemblée nationale voté en mai dernier.

http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/05/19/les-cabinets-de-lobbying-esperent-tirer-profit-des-nouveaux-droits-du-parlement_1195181_823448.html

[*Retour au sommaire*](#)

Dispositif mis en place à l'Assemblée nationale

Bernard Accoyer défend le recours au privé à l'Assemblée (Nouvelobs.com, 10/12/09)

Le Président de l'Assemblée, Bernard Accoyer, a justifié le fait que le Président de la commission des lois, Jean-Luc Warsmann, ait engagé un cabinet d'expert privé pour participer à la rédaction d'une proposition de loi, en déclarant que « toutes les commissions disposent de crédits depuis toujours pour faire procéder à des études par des cabinets extérieurs ».

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20091208.OBS9932/bernard_accoyer_defend_le_recours_au_privé_a_lassemblee.html

Transparence - Entretien avec Capucine Fandre, Présidente de l'Association Française des Conseils en Lobbying (La revue parlementaire n°922, Décembre 2009)

Suite à la publication par l'Assemblée nationale de la liste des représentants d'intérêts inscrits sur son registre, La revue parlementaire publie une interview de Capucine Fandre, Présidente de l'Association Française des Conseils en Lobbying et Affaires Publiques.

« Le code de déontologie de l'AFCL que chaque adhérent signe annuellement apporte rigueur et responsabilité à notre exercice professionnel. De ce fait, nous estimons que les lobbyistes qui ne demandent pas à bénéficier d'accès privilégiés n'ont pas besoin de cet enregistrement particulier à l'Assemblée nationale. »

<http://www.larevueparlementaire.fr/pages/RP-922/RP922-AP-transparence.htm>

EDF, Groupama, CFDT...: l'Assemblée publie une liste de ses lobbyistes « maison » (Médiapart, 25/11/09)

L'Assemblée nationale a publié la liste des lobbyistes enregistrés, tous signataires d'un « code de bonne conduite » en dix articles. Parmi les inscrits, un ancien député et secrétaire général du RPR, aujourd'hui directeur des relations institutionnelles du groupe PPR ainsi que d'anciens assistants parlementaires de députés. Les passerelles entre politique et lobbying se confirment.

<http://www.mediapart.fr/journal/france/251109/edf-groupama-cfdt-l-assemblee-publie-une-liste-de-ses-lobbyistes-maison>

Dans la bulle des lobbies à l'Assemblée (Bakchich.info, 16/11/09)

A la veille de la publication de la liste des représentants d'intérêts inscrits sur le registre de l'Assemblée nationale, Bakchich revient sur les différentes pratiques utilisées par les lobbyistes, notamment celles de l'industrie pharmaceutique.

<http://www.bakchich.info/A-l-Assemblee-dans-la-bulle-des,09296.html>

Encadrement du lobbying : La France accouche d'une souris (Euractiv.fr, 09/07/09)

Après trois années de travaux, des règles encadrant l'accès des groupes d'intérêt au Palais Bourbon ont enfin vu le jour. S'inscrivent dans une volonté d'accroître la transparence de la pratique du lobbying, elles pèchent cependant par manque d'ambition.

<http://www.euractiv.fr/la-france-et-lue/article/encadrement-lobbying-france-accouche-souris-001871>

Lobbying auprès des parlementaires : FNE et la LIGUE ROC appellent à davantage d'ambition démocratique (Communiqué FNE, Ligue ROC, 03/07/09)

Suite à l'adoption par l'Assemblée nationale d'un dispositif d'encadrement du lobbying, France Nature Environnement et la Ligue ROC s'étonnent dans un communiqué de n'avoir été ni auditionnées ni consultées. Les deux organisations appellent par ailleurs à davantage d'ambition démocratique et appuient les demandes de Transparence International France pour une plus grande transparence et un fonctionnement démocratique modèle.

http://www.fne.asso.fr/fr/actualites/communiques-de-presse-full.html?cmp_id=33&news_id=1119&vID=1

Comment TF1 courtise les élus (Le nouvel observateur n°2312, 26/02/09)

Christian Kert, député UMP des Bouches-du-Rhône et rapporteur de la loi sur l'audiovisuel public, aurait tissé des liens avec Jean-Michel Counillon, le lobbyiste officiel de la chaîne. Un amendement, qui aurait fait économiser 25 millions d'euros à TF1, aurait été rédigé par l'entreprise elle-même.

http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2312/articles/a395443-comment_tf1_courtise_les_%C3%A9lus.html

La patrie du conflit d'intérêts (Le Point N°1900, 12/02/2009)

De nombreuses lois ou règlements sur l'éthique de la vie publique, les passations de marchés et les délits financiers n'ont pas suffi à éradiquer les conflits d'intérêts en France. Exemples : un ministre peut devenir consultant, un haut fonctionnaire peut rejoindre une banque d'affaires, ou encore un juge du siège peut devenir procureur.

<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2009-02-12/la-patrie-du-conflit-d-interets/917/0/316669>

[Retour au sommaire](#)

Dispositif mis en place au Sénat

Badinter dirigera le comité de déontologie du Sénat (NouvelObs.com, 28/01/10)

Le sénateur PS ancien Garde des Sceaux Robert Badinter a été élu à la présidence du Comité de déontologie parlementaire du Sénat a élu mercredi 27 janvier lors de la réunion constitutive de ce comité. Robert Badinter sera « appelé à rendre des avis sur toute question éthique concernant les conditions d'exercice du mandat des sénateurs et le fonctionnement du Sénat qui lui serait soumise par le Bureau du Sénat ou son Président ».

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20100128.OBS5023/badinter_dirigera_le_comite_de_deontologie_du_senat.html

Le Sénat (La Lettre A, 22/01/10)

Le Sénat n'a pas eu beaucoup plus de succès que l'Assemblée nationale pour sa première liste des représentants d'intérêts, publiée début janvier. Au total, seules 29 personnes ont demandé à se faire accréditer, contre 33 à l'Assemblée.

<http://www.lalettre.fr/consultants-conseils/2010/01/22/le-senat%2C78741765-BRL-login>

Les lobbies badgés au Sénat : avancée ou gadget ? (L'expansion.com, 08/10/2009)

Après l'Assemblée Nationale, le Sénat a adopté le 7 octobre 2009 des règles d'encadrement du lobbying. Le dispositif adopté va plus loin que celui de l'Assemblée Nationale dans la mesure où l'inscription sur le registre et la détention d'un badge sont obligatoires. Les mesures annoncées sont donc encourageantes, mais encore insuffisantes. Déjà, les règles de l'Assemblée nationale et du Sénat doivent être harmonisées. **"Sinon, les lobbystes iront tout simplement là où c'est le moins contraignant", prédit Anne Marie Ducroux, administratrice de TI France.** Ensuite, s'il était indispensable de réguler les pratiques des lobbies, il est tout aussi nécessaire de responsabiliser leurs interlocuteurs : les parlementaires. **"Après tout, ce sont eux qui sont réellement redevables de l'intérêt général, ce sont eux qui sont payés par les fonds publics".**

http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/les-lobbies-badges-au-senat-avancee-ou-gadget_203243.html

Larcher fait un geste vers la gauche (Le Figaro, 08/04/09)

Le président du Sénat, Gérard Larcher, a annoncé des réformes en matière de déontologie. Ainsi, les sénateurs qui acceptent l'invitation à un voyage à l'étranger payé par une entreprise devront désormais en informer préalablement leurs pairs. Ceci constitue une mesure d'encadrement du lobbying.

<http://www.lefigaro.fr/politique/2009/04/08/01002-20090408ARTFIG00367-larcher-fait-un-geste-vers-la-gauche-.php>

[*Retour au sommaire*](#)

Union Européenne

L'éventualité d'un registre obligatoire est totalement écartée (Europolitique, 28/10/09)

La Commission européenne a présenté le 28 octobre 2009 une révision de son registre des représentants d'intérêts. Maintenant le système sur base volontaire, quelques clarifications ont été apportées relatives à la divulgation des informations financières. Alors que la Commission se félicite du « succès politique » du registre, ALTER-EU, coalition de 160 groupes de la société civile, constate pour sa part que seul « un tiers des lobbies basés à Bruxelles » sont enregistrés.

<http://www.europolitique.info/business-competivite/l-eventualite-d-un-registre-obligatoire-est-totalement-ecartee-art252692-4.html>

Le registre des lobbyistes boycotté, selon M. Kallas (Euractiv.com, 10/09/09)

Le 8 septembre 2009, le commissaire à l'Administration et à la lutte antifraude, Siim Kallas, a reconnu publiquement qu'un nombre insuffisant de cabinets juridiques et de think tanks s'étaient inscrits sur le registre des lobbyistes de la Commission européenne.

<http://www.euractiv.com/fr/affaires-publiques/registre-lobbysites-boycott-kallas/article-185327?Ref=RSS>

Chimie : La Commission suspend le CEFIC du registre des lobbies (Europolitique, 23/07/09)

Premier à être sanctionné depuis la mise en place par la Commission européenne de son registre des représentants d'intérêts, le Conseil européen des fédérations d'industrie chimique (CEFIC) a été

suspendu pour 8 semaines du registre. A l'origine de la procédure, une plainte adressée par Friend of the Earth Europe, selon laquelle le chiffre de < 50 000 euros de dépenses de lobbying déclaré par le CEFIC est largement sous évalué compte tenu de nombre de personnes employées, du nombre d'études, de publications et d'actions réalisées.

<http://www.europolitique.info/institutions/la-commission-suspend-le-cefic-du-registre-des-lobbies-art244466-32.html>

Un pas en avant, deux pas en arrière ? Le nouveau registre de lobbying dans l'UE de la Commission est médiocre et déséquilibré (Communiqué d'Alter-EU, 23/06/09)

Un an après la mise en place du registre de la Commission européenne, Alter-EU a présenté son évaluation du dispositif, suite à l'ouverture d'une consultation publique par Siim Kallas, le commissaire en charge du dossier.

<http://www.alter-eu.org/fr/news/2008/06/23/un-pas-en-avant-deux-pas-en-arriere-le-nouveau-registre-de-lobbying-dans-l%E2%80%99ue-de->

Les lobbyistes sèment la panique à la Commission européenne (Le Figaro, 14/02/09)

Le registre de la commission européenne serait piraté. Des sociétés douteuses se seraient inscrites sur la liste officielle des lobbyistes. La commission a ouvert une enquête après avoir reçu deux plaintes extérieures.

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/02/14/01003-20090214ARTFIG00228-lobbying-panique-a-la-commission-europeenne-.php>

Le vrai prix de l'influence (La Tribune, 22/01/09)

Six mois après la mise en place du registre volontaire des lobbyistes par la Commission, La Tribune dresse un premier bilan : 849 groupes d'intérêt se sont inscrits sur le registre parmi lesquels 56 consultants, 516 fédérations professionnelles et représentants d'entreprise et 217 ONG. Reste que pour beaucoup, cette inscription relève plus de leur stratégie de relations publiques que d'une réelle volonté de transparence.

<http://preprod.latribune.lp-active.com/journal/archives/edition-du-2201/enquete/125395/le-vrai-prix-de-linfluence.html>

[***Retour au sommaire***](#)

Etats-Unis

La cour suprême américaine ouvre un boulevard aux lobbies (L'Expansion, 26/01/2010)

La Cour Suprême américaine a décidé de lever toutes les limites au financement des campagnes électorales par les entreprises. Elle l'a fait au nom du premier amendement de la Constitution : la liberté d'expression.

http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/la-cour-supreme-americaine-ouvre-un-boulevard-aux-lobbies_225398.html

Argent virtuel, lobbying bien réel (Le Monde.fr, 11/12/09)

Dans le cadre de la réforme du système de santé américain, une coalition d'adversaires au projet de réforme avait mis en place un site Internet, "Get Health Reform Right", qui offrait aux internautes des objets ou de l'argent virtuel pour des jeux en ligne. En échange, les internautes devaient répondre à un sondage en ligne, ce qui générerait automatiquement un courrier contre le projet de réforme envoyé à leur député.

http://www.lemonde.fr/technologies/article/2009/12/11/argent-virtuel-lobbying-bien-reel_1279142_651865.html

Les lobbies polluants de Washington (Le journal du dimanche, 06/12/2009)

Selon une enquête du Center for Public Integrity, les lobbies du pétrole et de l'électricité ont dépensé près de 100 millions de dollars (hors salaires et publicité) pour convaincre les élus d'adoucir le texte de loi sur le climat adopté en juin 2009. Chaque représentant ou sénateur à Washington a ainsi été sollicité par au moins quatre lobbyistes uniquement sur la question du réchauffement climatique. Plus de mille cabinets de lobbying ont recruté l'an passé 2340 spécialistes pour faire pression sur le Congrès. Le rapport de force entre ceux qui représentent les intérêts des industries polluantes et les organisations de défense de l'environnement s'élève ainsi à huit contre un.

<http://www.lejdd.fr/Ecologie/Climat/Actualite/Les-lobbies-polluants-de-Washington-155806/>

Lobbying énergétique : une véritable histoire de sous ! (bulletins-electroniques.com/MAEE, 20/11/09)

Une étude publiée par l'Internal Revenue Service (IRS, le fisc américain) révèle que l'American Petroleum Institute (API), consortium des principales entreprises pétrolières, a dépensé 75,2 millions de dollars et l'American Coalition for Clean Coal Electricity (ACCCE), consortium du secteur charbonnier, 40 millions de dollars en publicités et en démarches de communication, auprès du grand public et d'autorités d'états fédérés ou fédéral. La publication de l'IRS permet de mesurer les contributions au lobbying direct, mais également l'ensemble des dépenses de relations publiques, publicité comprise.

<http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/61289.htm>

Etats-Unis : Des élus du Congrès en panne d'éthique (Le Figaro, 30/10/2009)

Un rapport démontre que de nombreux parlementaires sont trop sensibles au lobbying des industries d'armement. Sept membres du sous-comité d'affectation des fonds de la défense de la Chambre des représentants, qui contrôle les dépenses du Pentagone, sont notamment dans le collimateur des enquêteurs du bureau d'éthique du Congrès du fait de leurs relations avec la société de lobbying PMA, active dans le secteur de l'armement. Près de 200 millions de dollars auraient été affectés par les sept parlementaires pour des commandes passées à des constructeurs d'armement liés à PMA. Ils auraient touché en retour près de 6,2 millions de dollars de fonds de campagne au cours de la dernière décennie.

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/10/31/01003-20091031ARTFIG00336-des-elus-du-congres-en-panne-d-ethique-.php>

USA : le poids des lobbys dans la réforme de la santé (Le Figaro, 10/09/09)

La réforme du système de santé américain met en lumière la guerre que se livrent, à coups de millions de dollars, les groupes de pression, favorables ou hostiles au projet. D'après les journaux américains, près de 1,4 million de dollars par jour sont dépensés en frais de lobbying par des intérêts particuliers allant de l'industrie pharmaceutique aux compagnies d'assurances en passant par les syndicats ou les associations de médecins. Les lobbyistes, dont 42 000 sont officiellement enregistrés, n'ont jamais été autant demandés.

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/09/10/01003-20090910ARTFIG00012-usa-le-poids-des-lobbys-dans-la-reforme-de-la-sante-.php>

Obama fixe à son administration des règles strictes de transparence (Les Echos, 23/01/09)

Dès sa prise de fonction en janvier 2009, Barack Obama a montré sa volonté de renforcer la transparence au sein de son administration. Il a ainsi annoncé de « nouvelles règles du jeu en matière de transparence et d'éthique », en particulier en matière de lobbying.

http://elections-americales.lesechos.fr/article.php?id_article=2459

[**Retour au sommaire**](#)

Royaume-Uni

Royaume-Uni : Deux membres de la Chambre des Lords suspendus pour trafic d'influence (AFP, 20/05/09)

La chambre des Lords britannique a suspendu deux de ses membres pour trafic d'influence, une décision sans précédent depuis plus de trois siècles. Lord Peter Truscott et Lord Thomas Taylor, tous deux membres du parti travailliste, avaient été piégés par des journalistes du Sunday Times qui s'étaient fait passer pour des intermédiaires œuvrant pour le compte d'une entreprise étrangère de distribution.

<http://www.france24.com/fr/20090520-parlement-anglais-britannique-lords-chambre-suspension-traffic-influence-peter-truscott-thomas-taylor>

Un scandale bouscule les lords (Libération, 29/01/09)

L'affaire de trafic d'influence touchant la Chambre des Lords a éclaté le 25 janvier 2009. Elle a révélé les pratiques douteuses en cours dans cette institution, montrant que l'absence de règles claires en matière de lobbying – un code de conduite interdit toute rémunération pour « l'utilisation de leur influence parlementaire » mais autorise l'activité de conseil – peut conduire à de très graves dérives.

<http://www.liberation.fr/monde/0101315525-un-scandale-bouscule-leslords>

[Retour au sommaire](#)

###

Transparence International France est la section française de Transparency International (TI), la principale organisation de la société civile qui se consacre à la transparence et à l'intégrité de la vie publique et économique.

A travers l'action de plus d'une centaine de sections affiliées réparties dans le monde entier, ainsi que de son secrétariat international basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion aux ravages de la corruption et travaille de concert avec les décideurs publics, le secteur privé et la société civile dans le but de la combattre.